

L'accès à un assainissement adéquat : une priorité nationale

Dossier de la rédaction de H2o
July 2010

La campagne nationale de plaidoyer et de mobilisation pour l'accès à un assainissement adéquat a été lancée, le mardi 29 juin 2010 à Boussabougou, dans la province du Kourweogo, en présence du président du Faso, Blaise Compaoré. Il s'agit d'accélérer l'accès à l'assainissement des populations en vue d'améliorer leur situation sanitaire ainsi que leur cadre de vie. Accessible à 20 % seulement de la population des villes et beaucoup moins en milieu rural (un habitant sur dix), l'assainissement au Burkina Faso préoccupe au plus au niveau de l'État. Normal, à cette allure, il sera difficile d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement - OMD, d'ici à 2015. C'est pour rectifier le tir et remettre le pays sur de bons rails, pour le rendez-vous de 2015, qu'a été lancée, ce mardi 29 juin 2010 à Boussabougou dans la province du Kourweogo, à une cinquantaine de kilomètres de Ouagadougou, la campagne nationale de plaidoyer et de mobilisation pour l'accès à un assainissement adéquat. Sur le thème de l'accès à un assainissement adéquat par tous, un facteur essentiel pour assurer la santé, la dignité et la prospérité du Burkina Faso, cette campagne envisage de transformer l'état actuel de la situation de l'assainissement dans les villes et les campagnes. Car les conséquences de la mauvaise gestion des eaux usées et des excrements sont normes. Les recoins de murs, les caniveaux, les bosquets, les espaces verts, les maisons non habitées... lieux de dépôts de toutes sortes de déchets engendrent de multiples maladies diarrhéiques et sont les premières causes de morbidité (58 %) chez les enfants de 5 ans. Profitant de la présence du président du Faso, Blaise Compaoré, au lancement de la campagne, la société civile dans son ensemble a plaidé pour une amélioration de l'assainissement et de l'hygiène. Les enfants sollicitent un accès plus facile à des latrines aussi bien à l'école qu'à la maison. Les femmes elles, ont estimé que le manque d'ouvrages d'assainissement est une atteinte à leur dignité et ont souhaité que la priorité soit accordée à l'hygiène, l'eau potable et l'assainissement dans tous les plans de développement. Quant aux personnes handicapées, elles sollicitent des latrines adaptées à leur condition, c'est-à-dire, équipées de rampe d'accès. Cette vaste campagne nationale connaît le soutien de plusieurs partenaires techniques et financiers du Burkina Faso. En leur nom, le chef de la mission de l'Union Européenne au Burkina Faso, l'ambassadeur Amos Tincani, a souligné que pour un secteur particulièrement sensible comme l'assainissement, une "volonté politique affirmée, garantissant des actes concrets" est nécessaire. Mais, au-delà de l'atteinte des OMD, ce qui inquiète le diplomate européen, c'est la démagogie galopante du pays. "Vu la croissance démographique, le taux d'accès à l'assainissement baisse en réalité chaque année. Si en 2007 on considérait qu'il fallait tenir un rythme de 39 000 latrines par an en milieu rural jusqu'en 2015, en 2010 il faut en réaliser au moins 55 000 l'an", a relevé Amos Tincani, annonçant un financement de 10 millions d'euros de son institution pour la réalisation d'environ 40 000 latrines sur quatre ans. Ainsi, ce sont plus de 60 000 latrines familiales et 13 000 blocs de latrines publiques qui devront être construites pour la réalisation de ces latrines. "Le financement global est évalué à 64 milliards de francs CFA", a déclaré le ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique des Ressources halieutiques, Laurent Sogbo, avant d'ajouter : "Ainsi se résume le grand défi de toute la nation". Pour le relever, selon lui, tout le monde doit jouer sa partition : les chefs de ménage, en se dotant d'un toit doivent songer à construire des latrines, l'implication des ONG et associations dans le secteur de l'assainissement, sans oublier les maires de communes, etc. "Le gouvernement pour sa part, réaffirme sa détermination à faire de l'assainissement une priorité nationale. Notre

contribution pour ce secteur augmentera en 2011 pour atteindre environ 2,5 milliards de francs CFA par an", a affirmÃ© Laurent SÃ©dogo. En posant symboliquement la premiÃ¨re pierre de construction d'une latrine Ã BoussÃ©, le prÃ©sident du Faso a ainsi donnÃ© le ton d'une vaste campagne nationale de promotion de toilettes, de sensibilisation sur l'hygiÃ¨ne et l'assainissement, ainsi qu'une mobilisation des autoritÃ©s politiques, religieuses, coutumiÃ¨res et les partenaires techniques et financiers, pour que les dÃ©chets produits et rejetÃ©s par l'homme ne constituent plus une menace pour sa santÃ©.

SiÃ© Simplice Hien, Sidwaya Quotidien - AllAfrica
30-06-2010